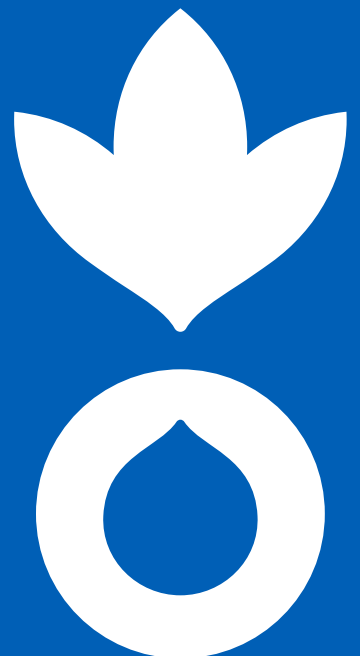


# BULLETIN DE SUIVI DES MICRO-ENTREPRISES SOUTENUES DANS LA MOUGHATAA DE BASSIKOUNOU EN MAURITANIE



## POINTS SAILLANTS

- Renforcement du coaching de proximité par les relais et mentors consolidant les pratiques commerciales
- Stabilité des activités économiques malgré un contexte fragile
- Hausse progressive de l'utilisation des outils de gestion
- Faible recours à l'épargne représentant un risque pour la résilience financière
- Baisse des aides extérieures et peu d'investissements réalisés
- Approvisionnement restant un défi majeur pour les entrepreneurs



## TABLE DES MATIÈRES

Points saillants .....	1
Introduction .....	3
Sources de données .....	3
Plateformes de visualisation et de téléchargement.....	4
Suivi mensuel de la performance des micro-Entreprises.....	5
Statistique sur les entrepreneurs ayant répondu .....	5
Niveau d'activité des micro-entreprises .....	6
Ensemble des secteurs d'activité.....	6
Agriculture.....	6
Artisanat .....	7
Commerce général .....	8
Élevage.....	8
Équipement et énergie solaire .....	9
Difficultés rencontrées par les entrepreneurs.....	10
Aides aux micro-entreprises.....	12
Sollicitation d'aides.....	12
Aides extérieurs reçues .....	13
Outils de gestion des micro-entreprises .....	14
Épargne et investissement pour le développement des micro-entreprises .....	15
Conclusion .....	17
Recommandations .....	17
Informations et contacts .....	18
Financements .....	18

## INTRODUCTION

Ce système de suivi des micro-entreprises dans la Moughataa de Bassikounou, wilaya de Hod El Chargui en Mauritanie a été élaboré dans le cadre du projet de « Renforcement de la protection et inclusion socio-économique ainsi que la cohésion sociale entre communautés hôtes et réfugiés Maliens en Mauritanie » financé par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR).

La composante « moyens d'existence et inclusion socio-économique » de ce projet a pour objectif d'améliorer l'accès des communautés hôtes et des réfugiés au tissu économique local, de renforcer leur autonomie financière et leur participation active à leur société.

À cet effet, UNHCR a soutenu en 2023, la mise en place de 67 micro-entreprises au camp de M'berra et hors-camp. Afin de garantir la viabilité et le développement durable de ces microentreprises, le Bureau Pays d'Action Contre la Faim (ACF) en Mauritanie a développé un dispositif numérique de suivi et d'accompagnement de ces entrepreneurs.

Ce système de suivi numérique par Telerivet est mis en œuvre avec le support technique du bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (ACF-ROWCA).

## SOURCES DE DONNÉES

Les données sont collectées au niveau de 56 micro-entreprises réparties dans la moughataa de Bassikounou et en particulier au camp de M'berra (53 micro-entreprises), mais aussi dans les localités de Bassikounou (1) et de Al Adala (2) (FIGURE 1).

Les micro-entreprises sont regroupées en 6 secteurs d'activités : Agriculture (2), artisanat (4), commerce général (12), élevage (26), équipement et énergie solaire (10) et service (2).

La fréquence de collecte est mensuelle et le questionnaire est adressé directement et automatiquement aux entrepreneurs par SMS. Ce questionnaire comporte une quinzaine d'indicateurs portant sur l'activité de l'entreprise, sur les ressources humaines, sur la rentabilité de l'entreprise, sur la capacité à honorer les dettes, sur les aides demandées et obtenues, sur la capacité et le type d'épargne, sur les problèmes rencontrés incluant l'approvisionnement et sur la capacité d'investissement.

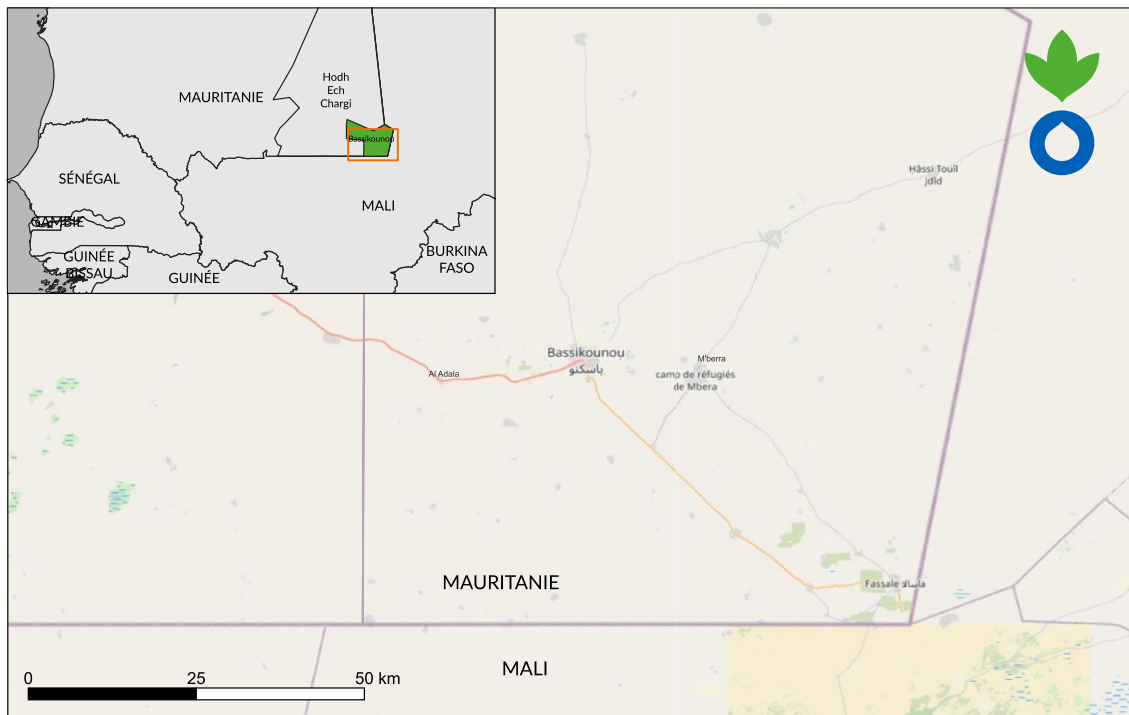


FIGURE 1 – CARTE DE LOCALISATION DES ACTIVITÉS

## PLATEFORMES DE VISUALISATION ET DE TÉLÉCHARGEMENT

Un tableau de bord pour visualisation et analyse des données est mis à jour régulièrement et accessible publiquement au lien suivant :

[Tableau de bord de suivi des micro-entreprises à Bassikounou](#)

Les données collectées sur le terrain sont téléchargeables sur ce lien :  
Mauritanie : [Données de Suivi des micro-entreprises à Bassikounou](#)

Ces données sont accessibles librement à des fins humanitaires ou de recherche. L'exploitation commerciale de tout ou une partie de ces données est interdite. Aucune compensation ne peut être exigée en échange de la diffusion de ces données.

ACF et UNHCR doivent être mentionnés lors de l'utilisation de ces données.

## SUIVI MENSUEL DE LA PERFORMANCE DES MICRO-ENTREPRISES

### STATISTIQUE SUR LES ENTREPRENEURS AYANT RÉPONDUS

Ce graphique présente trois indicateurs mensuels : nombre de répondants (ligne bleue, axe de gauche), âge moyen des entrepreneurs (ligne verte, axe de gauche) et pourcentage de femmes (ligne orange, axe de droite).

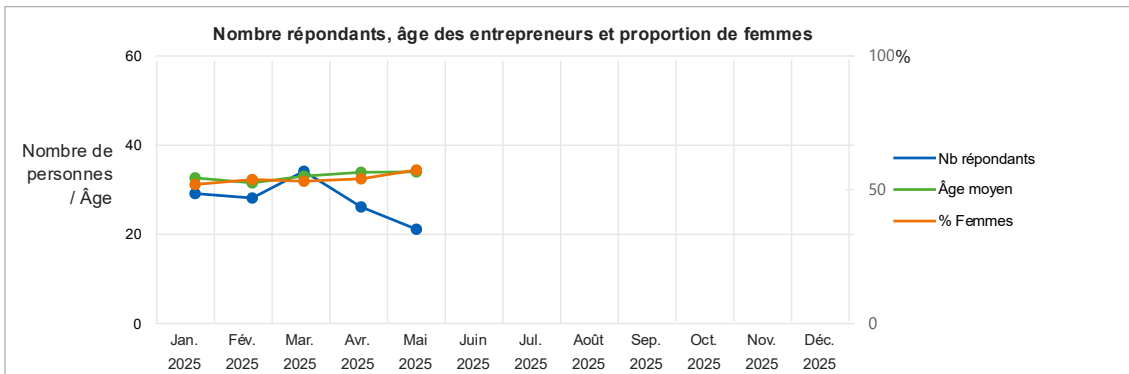


FIGURE 2 - STATISTIQUES SUR LES RÉPONDANTS

Le nombre d'entrepreneurs ayant répondu à l'enquête est passé d'environ 32 en janvier à 21 en mai. Cette baisse pourrait refléter, la période de soudure et une faible mobilisation. Un accompagnement rapproché par les relais est en cours pour relancer la dynamique de collecte. La tranche d'âge reste constante (âge moyen stable autour de 30-35 ans), traduisant une maturité des entrepreneurs suivis. Cela facilite la transmission de compétences pratiques mais appelle à des approches adaptées aux adultes responsables et actifs. La part des femmes dans l'échantillon est passée d'environ 30% à plus de 35%, confirmant une meilleure participation féminine dans les activités économiques. Cela souligne l'importance de poursuivre les efforts pour l'autonomisation des femmes et leur accès aux services d'accompagnement.

Ce graphique montre l'effectif moyen (nombre de personnes employées) dans les microentreprises suivies entre janvier et mai 2025.

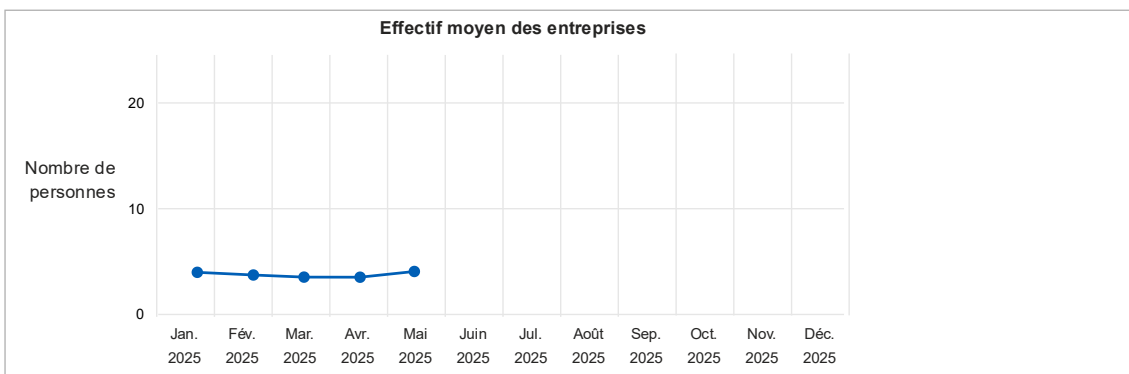


FIGURE 3 - EFFECTIFS DES ENTREPRISES

L'effectif moyen des micro-entreprises est d'environ 4 personnes (Figure 3). Ce chiffre inclut généralement l'entrepreneur principal, des membres de la famille ainsi que, parfois, des employés occasionnels ou saisonniers payés à la tâche.

Cet indicateur reflète la capacité des AGR à créer de l'emploi local, même à petite échelle, et permet d'évaluer leur impact socio-économique dans le camp et hors camp.

Depuis janvier, les microentreprises emploient en moyenne entre 3 et 4 personnes, avec peu de variation. Cette stabilité témoigne à la fois de la taille réduite de ces structures et de leur résilience, notamment en contexte familial.

La légère hausse observée en mai pourrait traduire une reprise ou une diversification progressive des activités.

## NIVEAU D'ACTIVITÉ DES MICRO-ENTREPRISES

### ENSEMBLE DES SECTEURS D'ACTIVITÉ

Le graphique compare les niveaux d'activité (ligne bleue) et de rentabilité (ligne verte) déclarés par les entrepreneurs chaque mois, selon une échelle qualitative allant de très mauvais à très bon :

- Les deux courbes oscillent entre les niveaux "normal" et "bon".
- L'activité reste globalement stable, avec une légère baisse en mai.
- La rentabilité progresse légèrement en février et mars, avant de revenir à un niveau "bon" similaire en mai.

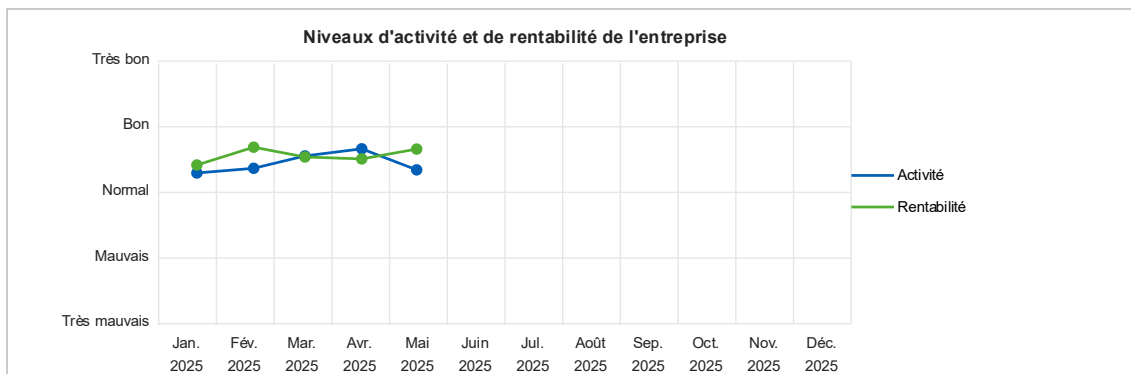


FIGURE 4 - ACTIVITÉS ET RENTABILITÉ DES MICRO-ENTREPRISES TOUS LES SECTEURS D'ACTIVITÉ CONFONDUS

Les niveaux d'activité et de rentabilité des microentreprises sont jugés globalement « normaux à bons » depuis janvier. Une légère baisse d'activité est notée en mai, tandis que la rentabilité reste stable, ce qui peut traduire une meilleure gestion des coûts par certains entrepreneurs. La situation reste fragile et appelle à renforcer l'accompagnement technique pour sécuriser la dynamique.

### AGRICULTURE

Ce graphique illustre les niveaux d'activité (ligne bleue) et de rentabilité (ligne verte) déclarés par les femmes entrepreneurs dans le secteur agricole, en particulier le maraîchage, en mai 2025.

- Les deux courbes évoluent entre les niveaux « bon » et « très bon ».
- L'activité se stabilise à un niveau élevé depuis février, confirmée en mai.
- La rentabilité affiche une forte progression, atteignant un niveau très bon en mai.

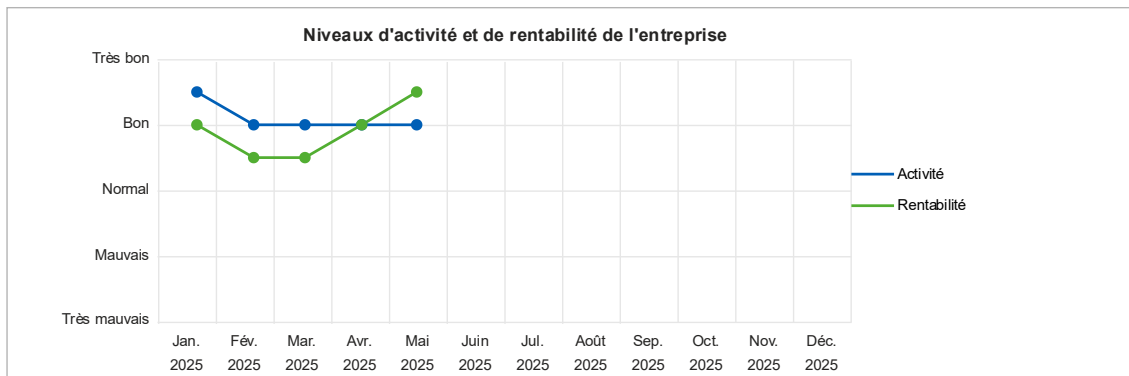


FIGURE 5 - ACTIVITÉS ET RENTABILITÉ DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Les performances élevées s'expliquent par plusieurs facteurs dont l'activité qui est menée par des groupes de femmes maraîchères organisées avec un effectif moyen élevé d'environ 16 personnes. Elles bénéficient de subventions publiques (intrants, outils, infrastructures), et leurs produits (légumes frais) ont une forte demande locale. Les créances sont bien gérées : les ventes sont payées à temps, ce qui soutient la trésorerie.

Toutefois, l'impact durable est limité par le manque d'outils de gestion, l'absence de systèmes d'épargne actifs et une faible autonomie financière hors subventions.

### ARTISANAT

Ce graphique présente les niveaux d'activité (ligne bleue) et de rentabilité (ligne verte) dans le secteur de l'artisanat de janvier à mai 2025.

- Les deux courbes évoluent entre les niveaux « normal » et « bon ».
- L'activité a connu un repli marqué en mai après une hausse entre mars et avril.
- La rentabilité progresse depuis mars, atteignant un niveau "bon" en mai.

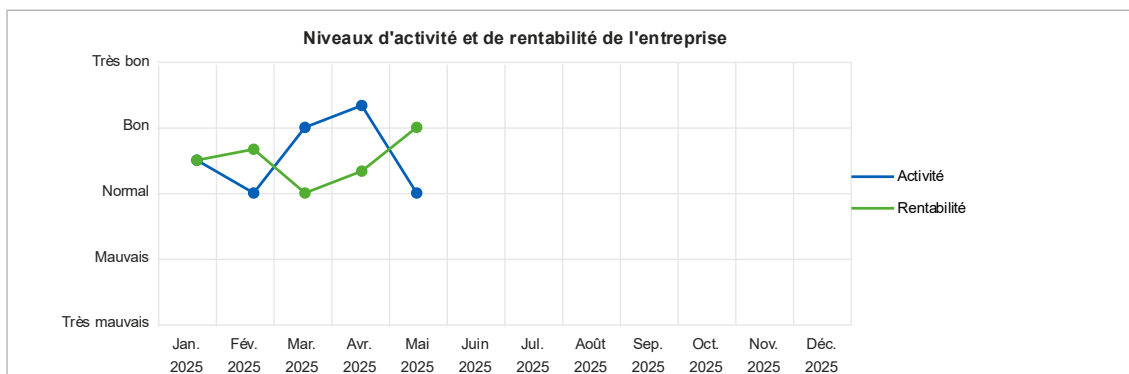


FIGURE 6 - ACTIVITÉS ET RENTABILITÉ DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DE L'ARTISANAT

L'activité artisanale a chuté en mai, mais la rentabilité progresse depuis mars, grâce à une meilleure gestion et à l'utilisation d'outils adaptés. Ce secteur, composé en partie de femmes (33%) d'âge moyen (36 ans), fonctionne avec de petits effectifs (3 personnes). Les difficultés majeures sont liées au coût des intrants, aux dettes des clients et à la forte concurrence locale. Les artisans restent dépendants des aides familiales et ONG, bien que certains recourent à l'épargne personnelle et aient bénéficié de formations techniques. Pour soutenir leur développement, un appui structuré est nécessaire : approvisionnement, accès au financement et accompagnement technique.

## COMMERCE GÉNÉRAL

Le graphique compare les niveaux d'activité (ligne bleue) et de rentabilité (ligne verte) déclarés par les entrepreneurs, selon une échelle allant de *très mauvais* à *très bon*.

- Les deux courbes évoluent entre les niveaux « bon » et « normal ».
- L'activité chute légèrement en mai, après une amélioration entre mars et avril.
- La rentabilité suit une tendance similaire, avec une baisse plus marquée en mai.

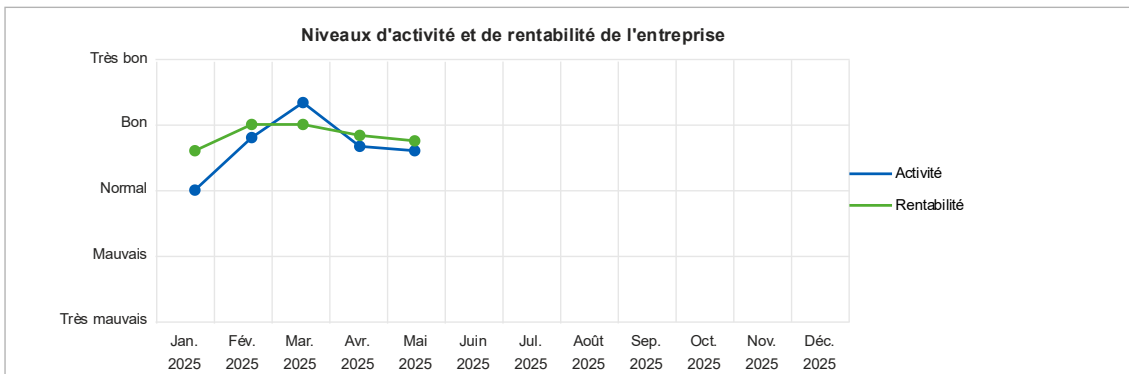


FIGURE 7 - ACTIVITÉS ET RENTABILITÉ DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DU COMMERCE GÉNÉRAL

Entièrement porté par des femmes âgées en moyenne de 29 ans, ce secteur connaît une légère baisse d'activité et de rentabilité en mai après une phase de progression entre mars et avril. Les commerçantes se distinguent par leur rigueur financière avec 100% utilisant des outils de gestion et honorant leurs créances.

Les obstacles majeurs sont les prix élevés des intrants, les dettes clients, le coût de la main-d'œuvre et le faible taux d'accès aux crédits. Le modèle reste fortement dépendant des subventions publiques et de l'épargne personnelle, malgré les formations reçues (CFPT). Il est essentiel de diversifier les sources de financement et de renforcer l'accompagnement technique pour améliorer leur résilience économique.

## ÉLEVAGE

Le graphique présente les niveaux d'activité (ligne bleue) et de rentabilité (ligne verte) des microentreprises d'élevage entre janvier et mai 2025.

- Les deux courbes évoluent entre les niveaux « bon » et « normal ».
- L'activité connaît une légère baisse en mai, après une amélioration en avril.
- La rentabilité suit une tendance inverse, progressant légèrement en mai.

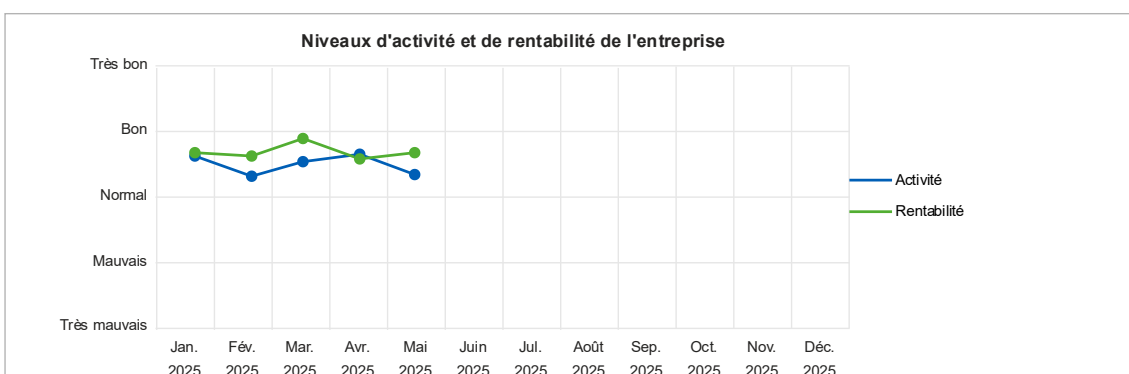


FIGURE 8 - ACTIVITÉS ET RENTABILITÉ DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DE L'ÉLEVAGE



Les entrepreneurs de l'élevage (33% de femmes, âge moyen 33 ans) enregistrent une baisse d'activité en mai, mais une hausse légère de la rentabilité, traduisant une meilleure gestion. Les performances sont mitigées : 63% utilisent des outils de gestion, en amélioration, mais les créances honorées sont en baisse (78%).

Les principaux freins sont liés à l'approvisionnement difficile, le coût des intrants, la lenteur des ventes et la dette des clients. Les sources de financement restent précaires et éclatées : épargne personnelle (33%), subventions, GEC/AVEC, aides familiales. Pour assurer la croissance, un renforcement de l'appui technique, une structuration de l'accès au marché et une diversification du financement sont nécessaires.

### ÉQUIPEMENT ET ÉNERGIE SOLAIRE

Le graphique illustre les niveaux d'activité (ligne bleue) et de rentabilité (ligne verte) dans le secteur de l'équipement et de l'énergie solaire entre janvier et mai 2025 :

- Les deux courbes se situent autour du niveau « normal ».
- L'activité s'est stabilisée à un niveau normal depuis avril, et la tendance se confirme en mai.
- La rentabilité reste faible, avec une stagnation à un niveau jugé « mauvais » sur les deux derniers mois.

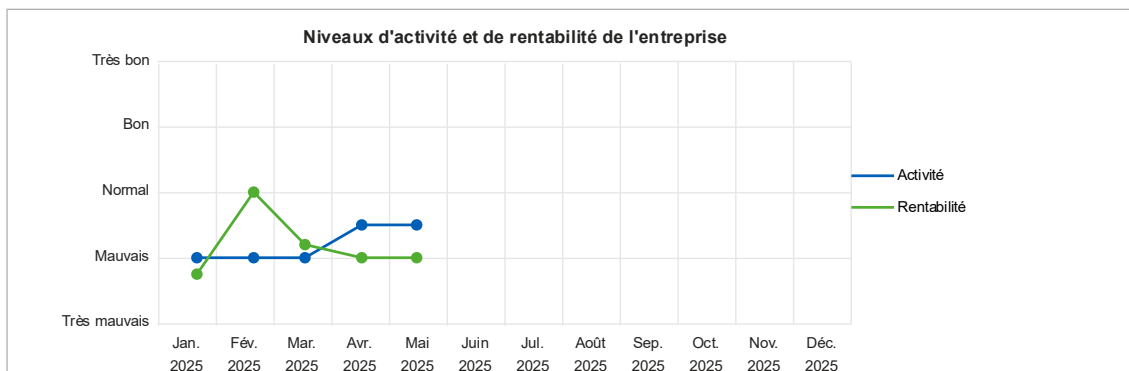


FIGURE 9 - ACTIVITÉS ET RENTABILITÉ DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DE L'ÉQUIPEMENT DE L'ÉNERGIE SOLAIRE

Le secteur connaît une amélioration de l'activité, désormais jugée « normale », mais la rentabilité reste faible, sans progression notable. Composé à 50% de femmes, avec un âge moyen de 29 ans, ce secteur fonctionne avec de très petites structures (2 personnes en moyenne). Les principaux obstacles sont relatifs aux difficultés d'approvisionnement, la forte concurrence, l'absence de gestion structurée (50% sans outils), les créances non honorées.

Malgré une formation via le CFPT, les entrepreneurs restent dépendants et sans accès à des financements adaptés ou à des mécanismes d'épargne. Un renforcement ciblé en gestion, suivi de créances et accès au crédit est indispensable pour améliorer la rentabilité de ces microentreprises.

## DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES ENTREPRENEURS

Le graphique montre l'évolution mensuelle des types de difficultés d'approvisionnement rencontrées par les entrepreneurs, mesurée en pourcentage. Quatre catégories sont distinguées :

- Aucune difficulté (ligne bleue)
- Lenteur d'approvisionnement (ligne verte)
- Prix élevé des intrants (ligne orange)
- Autres difficultés (ligne grise)

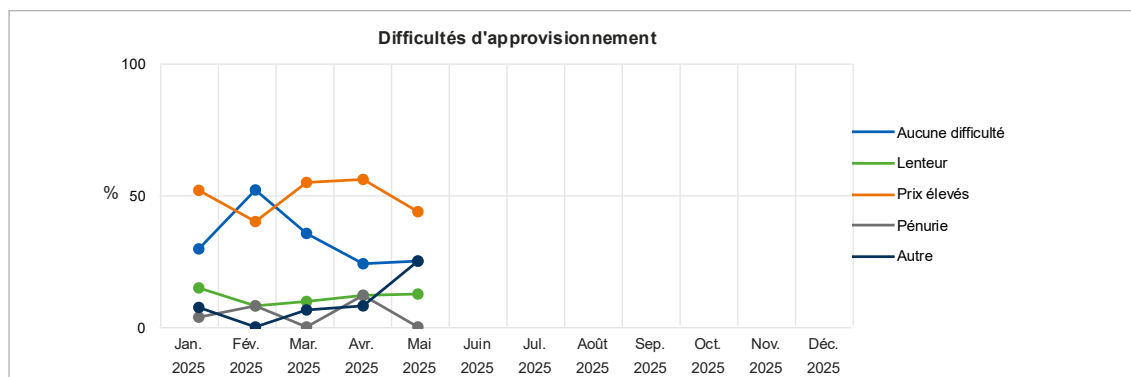


FIGURE 10 - DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT

La proportion d'entrepreneurs affectés par le coût élevé des intrants a atteint un pic en mars (55%) et avril (56%). En mai, on observe une légère baisse à 44%, ce qui pourrait indiquer une adaptation partielle des entrepreneurs et une stabilisation temporaire des prix. Néanmoins, cette donnée reste la plus élevée parmi toutes les difficultés déclarées, confirmant que l'inflation des intrants est un frein majeur à la rentabilité.

La part des entrepreneurs déclarant ne rencontrer aucune difficulté est passée sous la barre des 50% dès février et reste stable à 44% en avril et mai. Cela traduit une augmentation structurelle des obstacles logistiques dans l'environnement des microentreprises.

Bien que marginale, la lenteur d'approvisionnement est en hausse de 8% en février à 13% en mai. Ce phénomène être lié à des ruptures de stocks locales, une difficulté d'acheminement due à l'enclavement, ou à une forte dépendance à des fournisseurs peu réactifs.

Les difficultés ponctuelles (catégorie « autres ») tendent à disparaître, laissant place à des problèmes structurels plus ancrés.

Il devient indispensable de structurer des mécanismes d'achat groupé, d'améliorer les circuits d'approvisionnement et de renforcer le dialogue avec les fournisseurs locaux pour réduire les coûts et les délais.

Le graphique suivant illustre l'évolution mensuelle des difficultés rencontrées par les entrepreneurs, en dehors de l'approvisionnement. Neuf catégories sont suivies :

- Aucune difficulté (ligne bleue)
- Accès à l'infrastructure et aux services (ligne verte)
- Complexité administrative (ligne orange)
- Dettes des clients (ligne grise)
- Fidélisation de la clientèle (ligne bleu foncé)
- Accès au financement (ligne bleu clair)
- Forte compétitivité (ligne vert foncé)
- Coût de la main-d'œuvre (ligne vert clair)
- Autres difficultés (ligne noire)

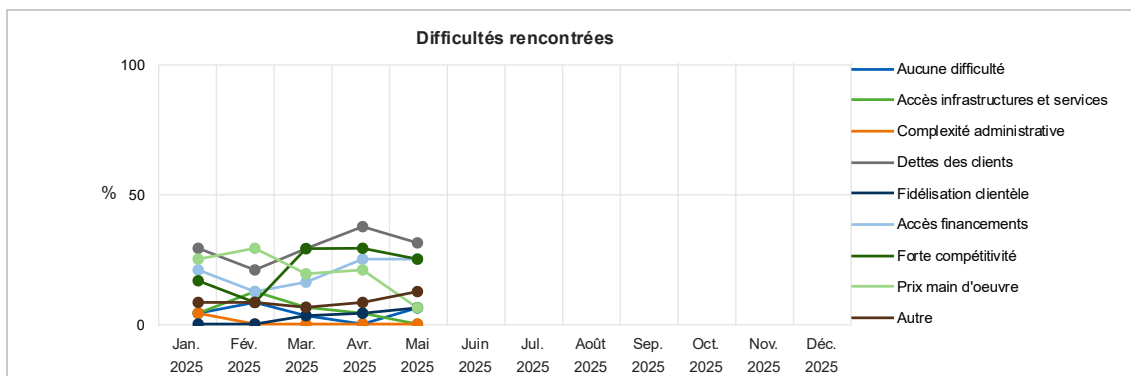


FIGURE 11 – DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES ENTREPRISES AUTRES QUE L'APPROVISIONNEMENT

Outre les difficultés d'approvisionnement, d'autres contraintes majeures ont été relevées, ainsi 31% des micro-entrepreneurs sont confrontés aux dettes clients, première difficulté citée ce mois. Le problème d'accès au financement reste constant à 25%, indiquant une absence d'alternatives viables. Des améliorations sont notées avec moins de contraintes liées aux infrastructures, à la main-d'œuvre, ou à la bureaucratie. De nouvelles problématiques émergent, notamment autour de la fidélisation des clients et d'autres freins contextuels. Ces données appellent à un renforcement de l'accompagnement commercial et à la création de solutions de financement souples pour les très petites entreprises.

Le graphique suivant présente l'évolution mensuelle du pourcentage de microentreprises qui parviennent à honorer leurs créances, à payer leurs dettes et à respecter leurs engagements financiers envers leurs fournisseurs, prestataires ou partenaires.

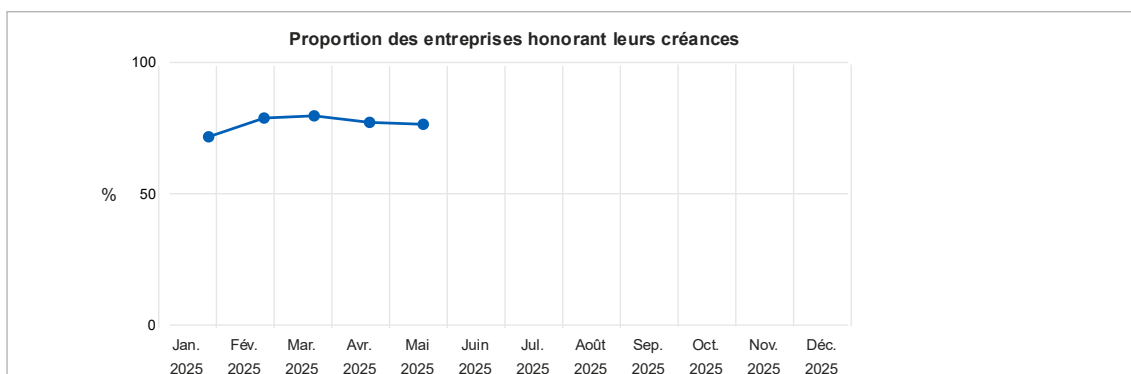


FIGURE 12 – ENTREPRISES EN DIFFICULTÉS DE PAIEMENT

Après une hausse notable en mars (79%), signe d'une amélioration de la trésorerie, la part d'entreprises honorant leurs engagements a connu une légère baisse, passant de 77% en avril à 76% en mai.

Cette baisse progressive mais modérée indique une fragilité persistante de la santé financière des microentreprises, malgré les efforts d'organisation. Elle peut être liée à plusieurs facteurs : hausse des charges (intrants, main-d'œuvre), ralentissement des ventes ou paiements clients tardifs, faible marge de manœuvre financière en l'absence d'épargne ou de financement alternatif.

Une part croissante d'entrepreneurs en difficulté de paiement accentue leur vulnérabilité face aux fournisseurs, réduit leur capacité à réinvestir ou à saisir des opportunités de croissance. Cela souligne la nécessité de renforcer l'éducation financière sur la gestion des créances et du cycle de trésorerie, voire mettre en place des mécanismes d'accompagnement pour améliorer la planification financière.

## AIDES AUX MICRO-ENTREPRISES

### SOLLICITATION D'AIDES

La figure présente l'évolution mensuelle des types d'aides sollicitées par les micro-entrepreneurs, exprimée en pourcentage. Huit sources d'aides sont représentées :

- Aucune aide (ligne bleu foncé),
- Crédits fournisseurs (vert foncé),
- Aide familiale (orange),
- Micro-crédits (vert olive),
- Subventions publiques (bleu clair),
- Subventions des ONG (bleu ciel),
- Subventions fonds verts (vert foncé intense),
- Autre (vert pâle).

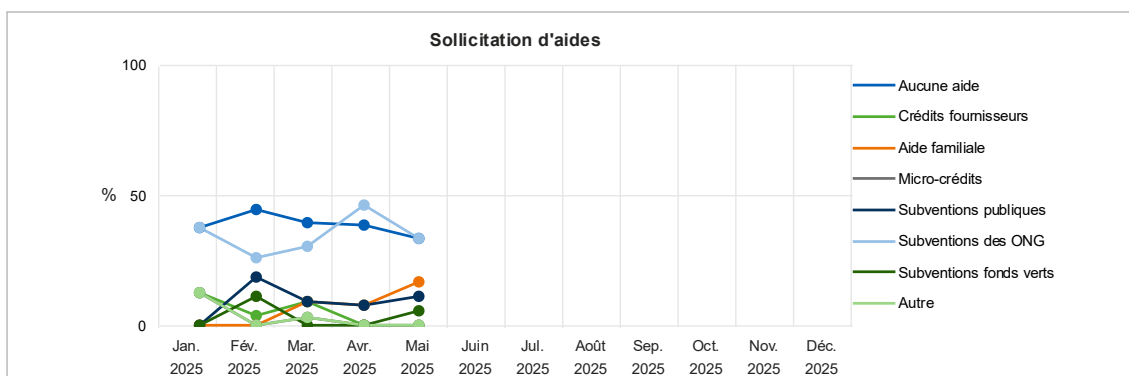


FIGURE 13 - AIDES SOLLICITÉES

Une part importante des entrepreneurs déclare ne solliciter aucune aide (entre 30% et 47%), ce qui suggère un désir d'autonomie financière. Cependant, cette catégorie connaît une légère baisse en mai, signe d'un recours croissant aux mécanismes d'appui.

Les subventions des ONG demeurent les plus sollicitées, oscillant autour de 45% à 48% selon les mois. Cela montre leur rôle central dans le soutien aux microentreprises, notamment pour le renforcement des activités. Une baisse légère en mai pourrait indiquer un réajustement des interventions voire une réduction de l'offre.

L'aide familiale et les crédits fournisseurs affichent une progression modérée, atteignant chacun environ 15% à 20% en mai. Cela traduit une mobilisation croissante de ressources de proximité en réponse à des besoins ponctuels ou à un manque de financement formel.

Le recours aux microcrédits et aux subventions des fonds verts reste marginal (moins de 10%), malgré leur potentiel en matière de développement durable et d'autonomisation.

Ce faible usage peut s'expliquer par un manque d'information ou de sensibilisation, des critères d'éligibilité peu adaptés et une méfiance envers l'endettement formel.

Les subventions ONG ont permis à plusieurs microentreprises de relancer leurs activités, mais leur durabilité reste conditionnée à l'existence d'un financement de relais (GEC, tontine, microfinance). L'usage prédominant des subventions souligne un risque de dépendance externe, surtout si les entrepreneurs ne développent pas de stratégie d'autofinancement. Le faible taux de recours aux microcrédits et aux fonds verts reflète une fracture dans l'accès aux services financiers durables. Il est nécessaire de renforcer l'éducation financière et adapter les produits aux réalités des réfugiés et des populations hôtes.

### AIDES EXTÉRIEURES REÇUES

Le graphique illustre l'évolution mensuelle (de janvier à mai 2025) de la réception effective d'aides extérieures par les micro-entrepreneurs, en pourcentage. Sept types d'appui sont représentés :

- Aucune aide (ligne bleu foncé)
- Club des entrepreneurs (ligne vert clair)
- Formation CFTP (ligne orange)
- Service de formalisation (gris foncé)
- Service financier (bleu marine)
- Soutien communautaire / AVEC (bleu ciel)
- Autres (vert foncé)

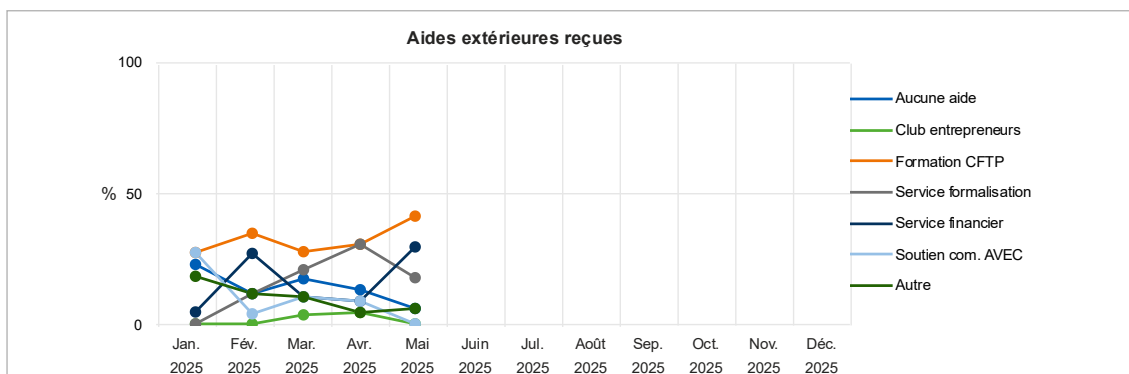


FIGURE 14 - AIDES REÇUES

La part des entrepreneurs n'ayant reçu aucune aide est en hausse constante : de 17% en mars à 13% en avril, puis 6% en mai. Cela révèle un affaiblissement progressif des mécanismes d'accompagnement externes ou une moindre sollicitation. De la même manière, l'appui du Club des entrepreneurs et le soutien communautaire AVEC sont en recul, traduisant un affaiblissement de l'entraide de proximité ou une moindre animation de ces structures.

Le service de formalisation passe de 10% en mars, à 9% en avril, pour disparaître en mai (0%). Cela met en évidence un manque d'efforts dans la structuration légale des activités, alors que c'est un levier essentiel pour accéder à des financements formels ou des marchés.

Par ailleurs, le recours au service financier a connu un bond significatif, passant de 9% en avril à 29% en mai, traduisant une meilleure inclusion financière et une adaptation des offres aux besoins réels des microentreprises. Les bénéficiaires de la formation CFTP sont également en hausse continue : de 28% en mars à 41% en mai, illustrant un effort croissant de renforcement des compétences techniques.

Tandis que certains dispositifs progressent (formation, finance), d'autres s'essoufflent (formalisme, accompagnement communautaire), ce qui risque d'accentuer les écarts entre microentreprises bien intégrées et celles en marge. Le succès de la formation CFTP montre que les bénéficiaires en voient l'intérêt direct pour améliorer leurs pratiques, appelant à pérenniser et élargir l'offre. La hausse du pourcentage de ceux n'ayant reçu aucune aide alerte sur un risque de rupture d'accompagnement, en particulier pour les plus vulnérables ou isolés.

## OUTILS DE GESTION DES MICRO-ENTREPRISES

Le graphique présente l'évolution mensuelle (de janvier à mai 2025) de l'utilisation des outils de gestion dans les micro-entreprises, en pourcentage. Trois catégories sont représentées :

- Aucun outil à disposition (ligne bleu foncé)
- Outils disponibles mais non utilisés (ligne verte)
- Outils utilisés régulièrement (ligne orange)

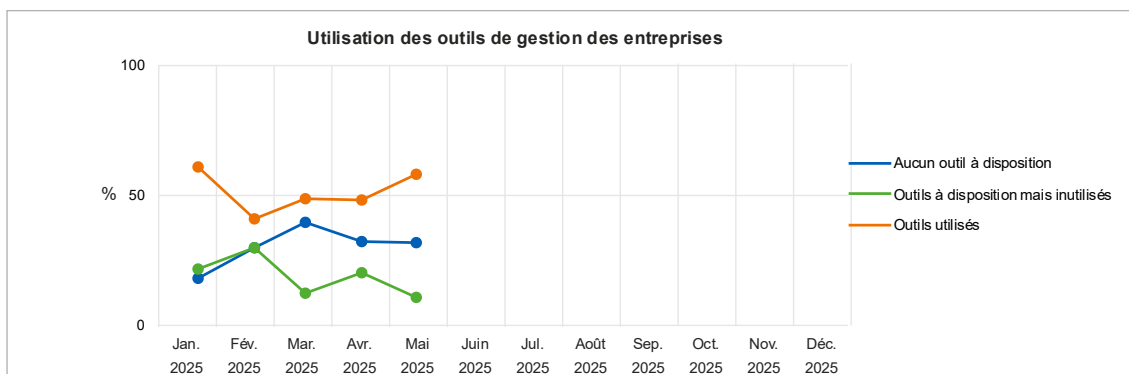


FIGURE 15 - UTILISATIONS DES OUTILS DE GESTION

La part des entrepreneurs n'ayant aucun outil de gestion est en baisse constante : de 40% en mars à 32% en avril, puis 31% en mai. Cela traduit un meilleur accès progressif aux outils de gestion, liés surtout à l'accompagnement technique et aux formations réalisés par l'équipe projet au courant de ces derniers mois.

Le taux d'entrepreneurs ayant des outils mais ne les utilisant pas passe de 20% en avril à 10% en mai. Ce recul est très encourageant, car il montre une prise de conscience de l'utilité des outils et l'impact de l'accompagnement sur leur appropriation.

La proportion d'entrepreneurs utilisant effectivement des outils de gestion progresse fortement : stable à 40% entre février et avril, elle grimpe à 58% en mai. Cela reflète une adoption croissante des bonnes pratiques de gestion, essentielle à la viabilité et à la formalisation des micro-entreprises.

Cette évolution positive traduit un renforcement progressif des capacités de suivi financier et opérationnel, ce qui peut améliorer les performances économiques à moyen terme. Les 31% restants sans aucun outil sont une priorité pour les futurs accompagnements, avec des outils simples, visuels et adaptés aux faibles niveaux d'alphabétisation afin de consolider les bonnes pratiques de gestion dans toutes les micro-entreprises.

## ÉPARGNE ET INVESTISSEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT DES MICRO-ENTREPRISES

Le graphique montre l'évolution mensuelle des types de systèmes d'épargne utilisés par les entrepreneurs entre janvier et mai 2025, exprimée en pourcentage. Sept options sont présentées :

- Aucune épargne (ligne bleue)
- AVEC/GEC (ligne verte)
- Banque (ligne orange)
- Épargne personnelle (ligne grise)
- Tontine traditionnelle (ligne noire)
- IMF (institutions de microfinance) (ligne bleu foncé)
- Autre (ligne vert foncé)

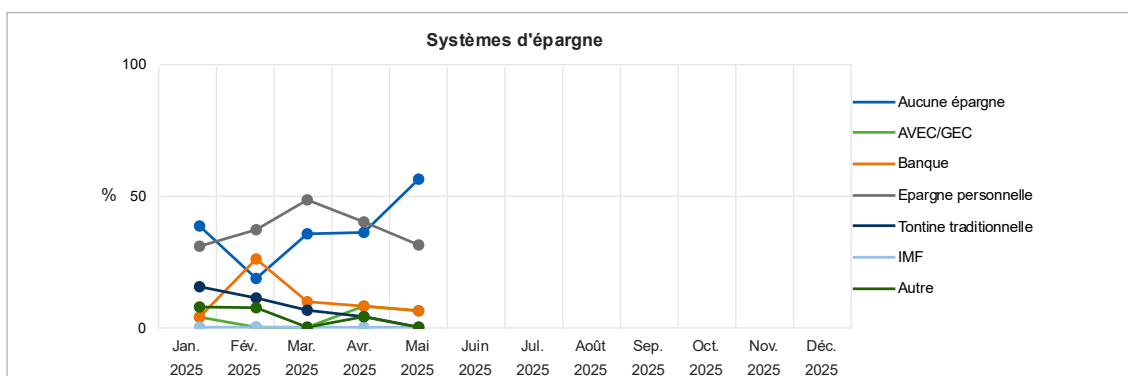


FIGURE 16 - SYSTÈME D'ÉPARGNE UTILISÉ PAR LES ENTREPRENEUR

La courbe « Aucune épargne » connaît une hausse significative, passant de 34% en janvier à 55% en mai, soit plus de la moitié des entrepreneurs. Ce chiffre est alarmant, car il traduit une fragilité financière croissante et une faible résilience face aux chocs économiques.

Après une progression jusqu'à 46% en mars, l'épargne personnelle chute à 35% en mai. Cela s'explique par la diminution des revenus disponibles et la priorité donnée à d'autres usages urgents, comme les dépenses courantes, la période de soudure et l'avènement de la fête religieuse (Tabaski).

L'utilisation des banques, IMF et AVEC/GEC reste très marginale et en diminution constante. Cela témoigne de l'exclusion financière persistante, d'un manque de

confiance, ou de la complexité perçue de ces services par les micro-entrepreneurs. La tontine reste utilisée de manière stable mais modérée (autour de 12%), illustrant une préférence pour des mécanismes simples, informels et basés sur la confiance.

Globalement, le recours à aucune forme d'épargne rend les micro-entreprises extrêmement vulnérables en cas de choc économique, maladie, ou baisse d'activité. Moins d'épargne implique moins de capital pour réinvestir, donc un frein à la croissance des activités. Les données soulignent l'urgence de promouvoir les services d'épargne adaptés, simples et accessibles, notamment à travers les AVEC/GEC ou des partenariats avec les IMF locales. Les mentors et relais communautaires ont été formés pour sensibiliser les entrepreneurs à l'importance de l'épargne, même minimale, comme levier d'autonomie.

Ce graphique illustre l'évolution mensuelle des principales sources de financement utilisées par les micro-entrepreneurs pour développer leurs activités, exprimées en pourcentage. Il regroupe les données selon les options suivantes :

- Aucun investissement (ligne bleue)
- Crédits fournisseurs (ligne verte)
- Micro-crédits (ligne rouge)
- Personnel ou familial (ligne marron)
- Subventions publiques (ligne bleu foncé)
- Subventions des ONG (ligne bleu clair)
- Subventions fonds verts (ligne vert clair)
- Trésorerie (ligne noire)
- Autre (ligne grise)

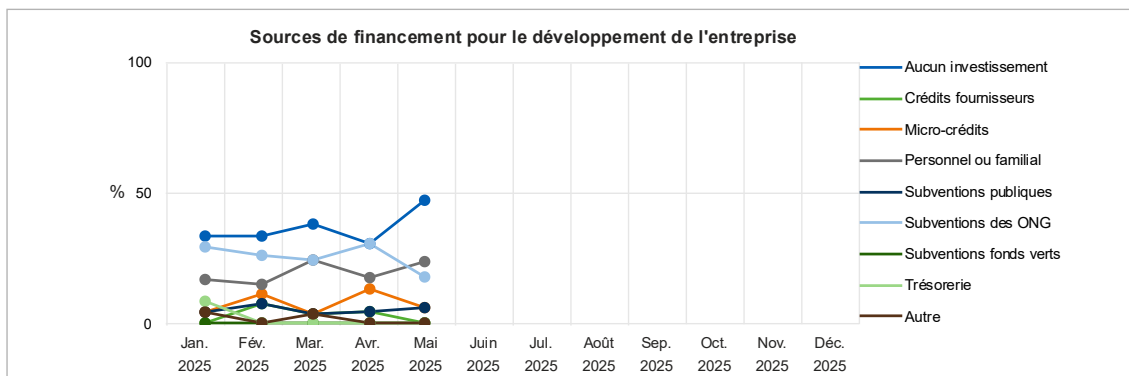


FIGURE 17 - SOURCES DE FINANCEMENT UTILISÉES POUR LE DÉVELOPPEMENT

La part d'entrepreneurs déclarant « aucun investissement » progresse fortement, passant de 32% en janvier à près de 49% en mai. Cela reflète une baisse de la capacité ou volonté d'investir, traduisant une incertitude économique ou une saturation du développement. Le financement personnel ou familial reste une des premières sources utilisées (autour de 20% à 25% en moyenne), mais en léger recul en mai.

Les subventions des ONG et publiques maintiennent un rôle important, bien qu'en baisse, montrant leur contribution déterminante pour la survie des entreprises, mais aussi leur essoufflement progressif. Le microcrédit et les crédits fournisseurs sont très peu mobilisés, oscillant entre 0% et 10%, ce qui illustre une exclusion financière persistante voire une absence de dispositifs adaptés pour les petits entrepreneurs réfugiés ou locaux.



Le financement via la trésorerie propre est également marginal, suggérant des faibles capacités de réinvestissement des revenus générés. Les subventions des fonds verts sont inexistantes (0% en mai), indiquant un manque d'accès ou de connaissance de ces opportunités pourtant pertinentes pour les AGR durables ou liées à l'énergie/agriculture.

L'augmentation des cas « aucun investissement » montre que beaucoup de micro-entreprises peinent à se renouveler ou à évoluer. L'économie des AGR reste fortement dépendante des ONG et subventions publiques, ce qui n'est pas soutenable à long terme. Le non-recours au crédit ou à des mécanismes comme la trésorerie interne ou les fonds spécialisés limite les perspectives de croissance. Des actions de sensibilisation, d'éducation financière et d'accompagnement à l'investissement sont nécessaires pour inciter les micro-entrepreneurs à structurer leurs finances et envisager des financements alternatifs.

## CONCLUSION

Au mois de mai 2025, la dynamique des microentreprises suivies reste marquée par une résilience modérée dans un environnement économique toujours incertain. Les niveaux d'activité et de rentabilité se maintiennent globalement à des niveaux « normaux » ou « bons », traduisant une certaine stabilité dans la conduite des activités, notamment dans les secteurs du maraîchage et de l'artisanat.

Plusieurs signes de fragilité persistent et appellent une attention particulière :

- Le nombre d'entreprises n'ayant réalisé aucun investissement atteint un niveau préoccupant, indiquant un manque de perspectives de croissance.
- Les difficultés d'approvisionnement (prix élevés, lenteurs) et l'accès limité aux financements restent des freins majeurs au développement.
- Le recours à l'aide extérieures, notamment les subventions ONG et publiques, tend à diminuer, alors que les financements formels (banques, microcrédits) sont encore peu accessibles.
- L'utilisation des outils de gestion affiche une progression encourageante, mais une part importante d'entrepreneurs continue d'opérer sans accompagnement structuré.
- Enfin, en matière d'épargne, une majorité des micro-entrepreneurs reste en dehors des systèmes formels ou communautaires, avec une montée de l'absence d'épargne et un recul de l'épargne personnelle, limitant leur capacité de résilience et d'autofinancement.

Le mois de mai confirme ainsi la capacité d'adaptation des entrepreneurs, mais aussi la nécessité d'un appui renforcé pour pérenniser et faire évoluer les activités économiques, tant dans le camp qu'en dehors.

## RECOMMANDATIONS

- Renforcer le coaching de proximité par les relais et mentors, pour consolider l'usage des outils de gestion, améliorer les pratiques commerciales et encourager l'épargne.
- Faciliter l'accès aux financements alternatifs (AVEC/GEC, microcrédit, subventions vertes) adaptés aux besoins des petits entrepreneurs.

- Promouvoir des partenariats avec les fournisseurs et acheteurs pour sécuriser l'approvisionnement et l'écoulement des produits.
- Valoriser les secteurs les plus dynamiques (maraîchage, artisanat), en favorisant les investissements productifs et les innovations.

## INFORMATIONS ET CONTACTS

Pour plus d'informations merci de visiter les sites :

- [www.sigsahel.info](http://www.sigsahel.info) pour accéder aux bulletins

Pour obtenir plus d'informations sur les données ou les méthodes utilisées, veuillez contacter :

- Idriss Niang (ACF-Mauritanie) – [iniang@mr.acfspain.org](mailto:iniang@mr.acfspain.org)
- Aliou Wane (ACF-Mauritanie) – [awane@mr.acfspain.org](mailto:awane@mr.acfspain.org)
- Rotam Kameldy (ACF-Mauritanie) – [rkamledy@mr.acfspain.org](mailto:rkamledy@mr.acfspain.org)
- Chérif Assane Diallo (ACF-ROWCA) – [cadiallo@wa.acfspain.org](mailto:cadiallo@wa.acfspain.org)
- Eve-Marie Lavaud (ACF-ROWCA) – [elavaud@wa.acfspain.org](mailto:elavaud@wa.acfspain.org)
- Erwann Fillol (ACF-ROWCA) – [erfillol@wa.acfspain.org](mailto:erfillol@wa.acfspain.org)

## FINANCEMENTS

Ce projet est rendu possible par le financement du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.

